L'Édition

des prix de l'AMECQ

2019

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président :
François Beaudreau,
L'annonceur, Pierreville

Secrétaire :
Yvan Noé Girouard,
directeur général

Abitibi-Témiscamingue/Outaouais :
Joël Deschênes,
L'Écho de Cantley, Cantley

Capitale-Nationale/Saguenay-Lac-Saint-Jean/Mauricie :
Caroline Roberge,
Autour de l'île,
Île d'Orléans

Montréal/Laurentides/Laval :
Vincent Di Candido,
Échos Montréal, Montréal

Chaudière-Appalaches :
Raynald Laflamme,
L'Écho de Saint-François,
Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud

Estrie/Centre-du-Québec/Montérégie :
Nelson Dion,
Journal Mobiles,
Saint-Hyacinthe

Bas-Saint-Laurent/Gaspésie/Côte-Nord :
Julie Tardif,
Le Pierre-Brillant,
Val-Brillant

Photo à la Une :
Réjean Gouin (à gauche) reçoit le Prix Raymond-Gagnon des mains du président de l'AMECQ, François Beaudreau.

Rédaction : Yvan Noé Girouard
Correction : Delphine Naum
Conception graphique : Ana Jankovic

AMECQ
86, boulevard des Entreprises, bureau 206
Boisbriand (Québec) J7G 2T3
Tél. : 514 383-8 533
1-800-867- 8 533
medias@amecq.ca
www.amecq.ca

L'Association des médias écrits communautaires du Québec reçoit le soutien du ministère de la Culture et des Communications.
Culture et Communications Québec

SOMMAIRE

MÉDIA ÉCRIT COMMUNAUTAIRE DE L'ANNÉE
Journal Mobiles 3

PRIX RAYMOND-GAGNON
Normand Gagnon 4

MEILLEURE NOUVELLE
Jean-Marc Brais 5

MEILLLEUR REPORTAGE
Geneviève Lévesque 7

MEILLEURE ENTREVUE
Camille Teste 10

MEILLEURE OPINION
Paul-Henri Frenière 13

MEILLEURE CHRONIQUE
Francine Gauthier 15

MEILLEURE CRITIQUE
Vickie Vincent 17

MEILLEUR TEXTE DES JOURNAUX A PETIT TIRAGE
Louise Lamontagne 19

MEILLEURE CONCEPTION GRAPHIQUE - MAGAZINE
Milton Fernandes 21

MEILLEURE CONCEPTION GRAPHIQUE - TABLOÏD
Staifany Gonthier 21

MEILLEURE PHOTOGRAPHIE DE PRESSE
Nelson Dion 22

LA LISTE DES GAGNANTS DES PRIX DE L'AMECQ 2019 23

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux !

@JournauxAmecq **@AmecqMedias** **@amecqjournaux**

MÉDIA ÉCRIT COMMUNAUTAIRE DE L'ANNÉE

Mobiles reprend les honneurs aux prix de l'AMECQ

Catherine Courchesne, *Journal Mobiles,* Saint-Hyacinthe

Photo : Patrick Roger

De gauche à droite : Paul-Henri Frenière, s'est mérité le 1er prix dans la catégorie « Opinion » et le 2e prix dans la catégorie « Entrevue », Sophie Brodeur, le 2e prix dans la catégorie « Critique » et Nelson Dion, le prix de la photographie de presse 2019.

Le 27 avril avait lieu la remise des Prix de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ). C'est avec une grande joie que le *Journal Mobiles* s'est vu attribuer cinq prix plutôt qu'un.

Les Prix ont été remis dans le cadre du 38e congrès annuel de l'AMECQ qui se tenait, cette année, au Château Mont-Sainte-Anne. Des prix ont été attribués pour les 10 catégories suivantes : la nouvelle, le reportage, l'entrevue, l'article d'opinion, la chronique, la critique, la photographie de presse, la conception graphique, le journal à petit tirage, ainsi que le média écrit communautaire de l'année. Parmi la centaine de personnes ayant assisté à l'événement, certaines ont eu l'honneur de ressortir les mains pleines de récompenses… dont Nelson Dion, directeur du *Journal Mobiles*.

Mobiles, surpris par les prix !

L'équipe du *Journal Mobiles* a de quoi se réjouir puisque le mensuel de Saint-Hyacinthe s'est vu décerner cinq prix. Notons tout d'abord le 1er prix dans la catégorie Opinion pour l'article *Le plan destructeur de trottoirs* de Paul-Henri Frenière. Le journaliste a également reçu le 2e prix dans la catégorie Entrevue pour son article *Je ne suis pas qu'un diagnostic*. Quelques jours après l'événement, le gagnant était encore tout ému. « En trois années consécutives, l'AMECQ m'a décerné quatre prix pour mes articles. Je remercie encore une fois le jury. Je constate qu'à chaque occasion, mes textes donnaient la parole à celles et à ceux qui n'ont pas nécessairement voix au chapitre, qui sont souvent ignorés par la presse traditionnelle. Je crois que c'est l'un des mandats d'un journal communautaire, et *Mobiles* remplit ce rôle avec beaucoup de constance et de rigueur. Encore cette année, l'AMECQ l'a reconnu. »

Notons également le 2e prix dans la catégorie Critique pour l'article *Denis Farley nous amène aux confins du visible* de Sophie Brodeur. Journaliste bénévole et présidente du conseil d'administration du *Journal Mobiles*, Mme Brodeur s'est dite fière et heureuse de cette 2e position. « Moi qui écris principalement pour nourrir ma curiosité et celle des lecteurs, je vois cette récompense comme une belle marque de reconnaissance. Et je profite de l'occasion pour féliciter tous les collaborateurs de *Mobiles* sans qui le journal n'existerait tout simplement pas ! »

Finalement, Nelson Dion, grand manitou de *Mobiles*, est reparti avec le prix Photographie de presse pour *Portrait de l'itinérance à Saint-Hyacinthe*, ainsi qu'avec le prestigieux prix Média écrit communautaire de l'année. « C'est la deuxième fois en trois ans que Mobiles est sacré média écrit de l'année… J'en suis extrêmement fier ! Bravo à toute l'équipe ! », a-t-il déclaré avec reconnaissance.

Volonté et qualité

Outre les Prix, le 38e Congrès de l'AMECQ a été l'occasion pour les membres d'assister à des conférences et à des ateliers de formation, notamment sur l'ère numérique. « Ce que j'ai particulièrement remarqué cette année, c'est la volonté qu'ont nos membres d'acquérir les connaissances nécessaires pour s'adapter aux nouvelles réalités de la presse écrite, et ainsi continuer à offrir de l'information locale de qualité. Les Prix existent d'ailleurs pour souligner cette volonté et pour récompenser cette qualité », affirme Yvan Noé Girouard, directeur général de l'AMECQ. ◀

PRIX
RAYMOND-GAGNON,
BÉNÉVOLE DE L'ANNÉE

Réjean Gouin remporte le prix Raymond-Gagnon

Photo : Muriel Adekambi

Réjean Gouin, Ensemble pour bâtir

Réjean Gouin
Ensemble pour bâtir, Évain

Réjean Gouin est un journaliste assidu qui couvre tous les événements sportifs dans le quartier Évain. C'est un fidèle collaborateur du journal Ensemble pour bâtir. Il prend les photos et s'assure de leur qualité. Il est toujours présent aux rencontres du journal et ses articles font partie de toutes les parutions.

Réjean ne compte jamais ses heures, il se déplace sans problème sur les lieux où se déroule l'action. Il n'hésite pas à rencontrer les gens et à leur consacrer un article les mettant en valeur. Ses articles sont d'ailleurs parmi les plus appréciés des lecteurs.

Réjean participe aux discussions et donne son opinion dans le respect des autres. Il est toujours disponible, tant pour la rédaction que pour la gestion du journal. C'est un homme fiable, efficace et constant dans son travail. ▸

MEMBRES DU JURY 2019

Sébastien Huot
Directeur de production
Éditions BPL

François Demers
Université Laval

Mylène Moisan
Le Soleil

Patrice Francoeur
Directeur artistique
Magazine Espaces

Éric Beaupré
Photographe

Aurélie Lanctôt
Le Devoir

Mélanie Noël
La Tribune

MEILLEURE NOUVELLE

Soixante élèves de Bury transférés à Scotstown

Jean-Marc Brais
Le Haut-Saint-François, Cookshire-Eaton

Une soixantaine d'élèves du primaire résidant à Bury fréquenteront l'école Saint-Paul à Scotstown dès la prochaine rentrée scolaire. Le transfert a été entériné lors du dernier conseil des commissaires tenu le 31 janvier dernier à l'école du Parchemin, à East Angus.

Une trentaine de parents d'élèves s'étaient déplacés dans les locaux de la commission scolaire des Hauts-Cantons (CSHC) pour assister à la séance. La grande majorité provenait de Bury, mais quelques-uns d'entre eux étaient des parents d'enfants fréquentant l'école Saint-Paul de Scotstown, venus vanter les mérites de leur localité.

Les démarches précédant le conseil

Depuis novembre dernier, Annie Duhaime et Lisa Yargeau-Dubé ont multiplié les démarches afin d'éviter que ne soient déplacés leurs enfants à cause de la surpopulation étudiante de l'école du Parchemin. Les mères ont obtenu l'appui du conseil d'établissement de l'école primaire ainsi que celui des municipalités de Bury et d'East Angus. En plus de leurs appuis, elles ont remis aux commissaires une copie de la pétition pour laquelle 420 signatures ont été recueillies.

Pendant la période de questions du public, Annie Duhaime a livré un plaidoyer d'une quinzaine de minutes détaillant les raisons pour lesquelles elles et les parents présents s'opposaient au transfert de leurs enfants en direction de Scotstown. « Nos enfants, c'est pas des statistiques », a-t-elle lancé d'une voix tremblotante. Mme Duhaime a poursuivi avec sa demande au conseil : « Tout ce qu'on voudrait pour le moment, c'est une année de répit. Cette année-là, on veut qu'elle serve à évaluer les solutions possibles et acceptables pour les citoyens de la municipalité de Bury. »

À la suite de sa prise de parole, Yves Gilbert, président de la CSHC, a demandé un huis clos qui a duré une vingtaine de minutes. Au retour en salle, M. Gilbert a lu la résolution : « Considérant la surpopulation de la clientèle actuelle et future du Parchemin, le statu quo n'étant pas possible [et] considérant la nécessité de conserver la vitalité de l'école Saint-Paul de Scotstown […] », avant de proposer le vote sur le changement des critères d'inscription des élèves de l'école du Parchemin. À

Photo : Muriel Adekambi

Ce texte porte un titre très factuel et un lead très descriptif. Il concerne la décision d'une institution publique, par rapport à laquelle les médias et journalistes ont un devoir prioritaire d'information et de surveillance. L'article traite d'une action qui a perturbé une partie de la population et qui a donné lieu à contestation. Le compte-rendu du journaliste donne la parole à plusieurs acteurs possédant des points de vue différents. De plus, il le fait de façon non partisane et sans exagérer ou encourager les affrontements. Il permet d'entrevoir la complexité de l'offre de service de l'école publique dans cette région.

l'unanimité, les commissaires ont voté en faveur de la proposition de modification des bassins d'inscription de l'école primaire d'East Angus, expulsant de facto une soixantaine d'élèves établis à Bury.

La suite des choses

Cette décision du conseil des commissaires survient juste avant la période d'inscription des élèves à l'école du Parchemin pour l'année scolaire 2018-2019, qui se tiendra du 19 au 23 février.

À la suite de sa décision, la CSHC travaillera à « l'aménagement d'un service de garde à l'école de Bury [Pope Memorial] pour accommoder les parents. » La commission scolaire offre aussi « la possibilité de permettre aux élèves de cinquième et sixième années du primaire pour l'année 2018-2019 de terminer leur parcours à l'école du Parchemin. Toutefois, les parents de ces élèves devront en assumer le transport. » Une mère de Bury évaluait à 5000 $ les frais qu'elle devrait débourser pour continuer à envoyer son enfant à East Angus.

Des réactions

Peu après le résultat du vote, la majorité des parents présents ont quitté la salle de réunion, certains en exprimant de vive voix leur désaccord. Un père s'est demandé tout haut « Pourquoi est-ce qu'on s'est déplacés ce soir ? » Les instigatrices de la pétition, Mmes Duhaime et Yargeau-Dubé, étaient bien entendu déçues de l'issue de la soirée.

Walter Dougherty, maire de Bury, a assisté à la réunion du conseil des commissaires. Ayant déjà fait de la suppléance dans les écoles, il avait quelques questions à poser aux commissaires lors de la seconde période de questions. Selon son expérience, un bas ratio d'élèves par professeur était favorable à l'apprentissage. L'école du Parchemin étant surpeuplée et l'école Saint-Paul de Scotstown n'accueillant présentement que 23 élèves, il cherchait à savoir si les élèves de Bury seraient mieux encadrés une fois rendus sur place. À cela, les commissaires n'ont pas été en mesure de fournir une réponse au maire.

Le maire de Scotstown, Dominique Boisvert, se réjouit de l'afflux d'une soixante d'élèves supplémentaires à l'école Saint-Paul, qui viendra quadrupler la population étudiante de l'établissement. « Je comprends la déception des parents de Bury. Tout de même, je crois que, une fois cette déception passée, ce transfert pourrait être une agréable surprise pour les élèves et les parents. » M. Boisvert vante la qualité de l'encadrement scolaire offert à Scotstown. ◀

VOUS VOULEZ ÊTRE
BIEN INFORMÉ ?
95% Des lecteurs apprécient les nouvelles locales et municipales.
96% en région, 93% à Montréal.*
AMECQ ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC
Démarquez-vous avec les médias écrits communautaires
* Information extraite du rapport de recherche présentant les données recueillies lors d'un sondage effectué entre le 23 janvier et le 28 février 2018 par la firme Advanis Jolicoeur pour le compte de l'Association des médias écrits communautaires du Québec.

PÉRIMÉ, LE PAPIER ?
1,39 Nombre moyen de lecteur par foyer.*
AMECQ ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC
Démarquez-vous avec les médias écrits communautaires
* Information extraite du rapport de recherche présentant les données recueillies lors d'un sondage effectué entre le 23 janvier et le 28 février 2018 par la firme Advanis Jolicoeur pour le compte de l'Association des médias écrits communautaires du Québec.

VOUS VOULEZ ÊTRE
REMARQUÉ ?
86% Des lecteurs apprécient les publicités sur les services offerts.
92% en région, 73% à Montréal.*
AMECQ ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC
Démarquez-vous avec les médias écrits communautaires
* Information extraite du rapport de recherche présentant les données recueillies lors d'un sondage effectué entre le 23 janvier et le 28 février 2018 par la firme Advanis Jolicoeur pour le compte de l'Association des médias écrits communautaires du Québec.

MEILLEUR REPORTAGE

Parlons de sexe

Genèvieve Lévesque
Droit de parole, Québec

Le sexe. Dans les formulaires, ça semble simple. Vous êtes de sexe masculin ou de sexe féminin ? Cochez la case qui convient. La question s'est complexifiée ces dernières années au point où il ne faudrait plus parler de sexe, mais plutôt de genre.

Jusqu'à récemment, on appelait « transsexuels » ceux et celles qui avaient traversé une transition physique allant jusqu'à la prise d'hormones sexuelles et à l'opération de transformation de leurs organes génitaux. Maintenant, l'appellation correcte, c'est-à-dire inclusive, est celle de personnes trans ou de personnes transgenres.

Louis-Filip Tremblay, directeur général de l'Alliance Arc-en-ciel, une organisation de défense des droits des personnes LGBT+ à Québec, explique que l'accès à la santé est souvent difficile pour les personnes trans. Au-delà du traitement de transition lui-même, les personnes qui souhaitent faire une transition doivent auparavant se soumettre à une évaluation psychologique. Or, un manque de formation de la part des professionnels en ce domaine fait que, la plupart du temps, ces personnes doivent se tourner vers le système privé.

Dans le contexte où les personnes trans sont souvent financièrement fragilisées par le fait qu'elles perdent souvent leur travail après une annonce de transition ou que les employeurs hésitent à les embaucher par la suite, la transition devient souvent une question d'argent. La Fondation Émergence a d'ailleurs publié un document visant à informer les employeurs pour permettre une meilleure intégration des personnes trans au marché du travail.

Un beau p'tit genre

En langage inclusif, c'est de genre qu'il faut parler. Le sexe, lui, en vient à signifier seulement l'acte sexuel lui-même. Il faudrait donc refaire tous les formulaires… ainsi que la langue. Ainsi, c'est « cofondateurice » qu'il faut dire, spécifie Alexys Guay, elle-même cofondateurice de Divergenres. On ne dit plus « tous et toutes », car ce n'est pas suffisant pour inclure tout le monde. Il faudrait plutôt dire « toustes ». Féminiser n'est plus assez. Pour être inclusif, il faut inclure les deux genres… et tous les autres.

Quel pronom utiliser pour parler à une personne transgenre ? Il ou elle ? Quand on fait un tour de table, on demande à chacun son prénom et

Photo : Muriel Adekambi

Au départ, devant cet article on se dit : « Ah non! Pas encore un article sur les transgenres. » Puis, au fur et à mesure que l'on progresse dans la lecture, on se rend compte qu'on est captivé par le sujet. Masculin ou féminin ? S'agit-il simplement de cocher la case qui vous convient ? Devrions-nous encore parler de sexe, ou serait-il plus pertinent de parler de genre quand il est question d'identité ? Pour tenter d'éclairer ces questions, l'auteure a su parsemer son reportage de citations de différents intervenants en la matière qui ont des points de vue intéressants et variés sur ce sujet.

ses pronoms, ce qui simplifie beaucoup le reste de la discussion. Alexys, par exemple, souhaite qu'on utilise, en parlant de lui, le pronom « ielle ». Si la personne qui s'adresse à lui n'est pas à l'aise de le faire, elle peut toujours alterner les pronoms il et elle. Et que dire du prénom ? Alexys – prononcez le *s* — a changé son prénom d'origine, très féminin, pour un prénom plus neutre. Pas parce qu'elle n'aimait pas son ancien prénom, mais parce qu'il souhaite exprimer son genre, fluide dans son cas, de manière plus claire.

Selon Louis-Filip et Alexys, il n'y a pas plus de personnes transgenres qu'avant. C'est seulement que plus de personnes transgenres s'affirment telles qu'elles sont. Une estimation récente indique que les adultes s'identifiant comme personne trans formeraient 0,6 % de la population aux États-Unis, soit environ 1,4 million de personnes, souligne Alexys.

Divergenres, en tant que futur organisme sans but lucratif, organise des rencontres où le féminisme intersectionnel est de mise. Absolument aucune discrimination n'est tolérée. Cela, afin que les personnes transgenres aient à leur disposition un espace où s'exprimer librement.

Et le féminisme, là-dedans ?

À titre personnel, Louis-Filip Tremblay affirme que cette façon de concevoir le genre est très féministe. « On est en train de déconstruire les particularités de genre, comme quoi il y a une réalité homme-femme très différente, garçon-fille. […] On est en train de dire : on est tous des humains, et ce qu'on a dans nos pantalons ça ne change rien au final. […] J'espère qu'on va en venir à ce qu'un jour, le genre ne soit vraiment pas important, qu'on ait tous des noms par exemple, des accoutrements, qui ne veulent rien dire sur notre genre biologique. »

Diane Guilbault, présidente de Pour les droits des femmes du Québec (PDF), livre un autre son de cloche. Elle a souvent été accusée de transphobie. Pourtant, PDF Québec compte deux personnes trans comme membres. Elles étaient plusieurs à être membres de la Fédération des femmes du Québec au départ. « On se sentait trahies par un mouvement qui a été créé par des féministes qui n'hésitaient pas à défendre le droit des femmes et on voyait que la FFQ allait complètement dans une autre direction. »

Selon Madame Guilbault, le concept d'intersectionnalité a provoqué une « explosion » des oppressions : le capacitisme, le racisme, le colonialisme, etc. Explosion qui a fait perdre le focus de l'analyse féministe, qui portait jusqu'alors strictement sur le droit des femmes. « [Les féministes de la FFQ] se disent de gauche, mais, en fait, c'est une approche néolibérale où on se base sur des choix individuels pour prendre une position. [La lutte devient] mon groupe contre ton

Illustration : Yorick Godin

groupe, dit-elle, tandis que le féminisme s'est bâti sur le commun qu'ont les femmes de toute la terre ensemble. »

Afin de rassembler les femmes qui ne se sentaient plus représentées par la FFQ, PDF Québec a été fondé en 2013. Le regroupement féministe accepte maintenant les hommes, mais ils n'ont cependant pas le droit de vote. PDF Québec, en plus de deux personnes trans et de plusieurs hommes, inclut également un grand nombre de femmes de diverses cultures.

Madame Guilbault s'étonne de l'élection d'une personne transgenre à la présidence de la FFQ. En effet, Gabrielle Bouchard a été élue à ce poste en novembre dernier. « C'est un choix étrange, disons, parce que, quand même, qu'un organisme qui exclut les hommes, contrairement à nous [choisisse une personne née homme] pour représenter les femmes… »

Une affaire de langues

Si Alexys de Divergenres développe sur les ajustements linguistiques à apporter pour inclure les personnes non binaires, Diane Guilbault, elle, base la question des genres sur un anglicisme. Comme quoi, finalement, c'est une affaire de langues.

Selon Madame Guilbault, aux États-Unis et au Canada anglais, le terme de « genre » aurait remplacé celui de « sexe ». Or, la différence sexuelle,

selon elle, est primordiale, puisque, dans le vécu d'une femme, ce qui la rend semblable à une autre femme et donc vulnérable autant qu'une autre femme aux agressions comme aux inégalités, c'est son sexe, c'est-à-dire ses organes génitaux. Tandis que pour les tenants de la diversité des genres, qu'on ait un organe mâle ou femelle, cela ne change rien, en fin de compte, au vécu. Ce qui est primordial, c'est comment on se sent. On ne peut imaginer deux positions plus opposées.

Des espaces réservés ?

Les droits des personnes trans : « Oui », dit Mme Guilbault, mais pas aux dépens des droits des femmes. Ce qui l'inquiète, c'est la porte ouverte dans la loi par laquelle les personnes trans — en grande majorité des personnes nées hommes — ont accès aux espaces réservés aux femmes. Les toilettes publiques, par exemple. En Inde, actuellement, rappelle Mme Guilbault, les femmes sont en train de se battre pour des toilettes réservées parce qu'elles se font agresser dans les toilettes.

Et les prisons ? Actuellement, une personne trans née homme peut demander d'être transférée dans une prison pour femmes. Un homme, un agresseur sexuel par exemple, peut aussi demander d'être transféré dans une prison pour femme, s'il dit se sentir femme. Mme Guilbault parle carrément d'un « droit supprimé », le droit humain des femmes de n'être pas dans une prison avec des hommes.

Vivement les prisons trans, ou neutres. Comme les toilettes neutres, d'ailleurs, qui sont la troisième catégorie d'espaces réservés. En ce domaine, l'Université Laval s'est montrée avant-gardiste récemment en inaugurant des toilettes neutres.

Et chez les enfants ?

La mésentente entre ces deux positions se poursuit du côté de l'éducation des enfants. Doit-on dire à un garçon qu'il est un garçon, à une fille qu'elle est une fille ? Si l'on veut être inclusif.ive, probablement pas. Dans ce cas, il suffirait de dire : « Tu as un pénis, tu as un vagin, mais tu verras plus tard si tu te sens garçon ou fille. » Autrement, ne vaut-il pas mieux continuer d'affirmer le genre de naissance, ou le sexe, de l'enfant et d'accepter le changement si l'enfant, plus tard, le remet en question ? Affirmer, comme Sabrina Fortin, mère de quatre enfants : « Je vais continuer de dire que ma fille est une fille, car cela veut dire qu'elle a un vagin et elle en a un, effectivement, et mes gars sont des gars, car ils ont un pénis. »

Ces deux méthodes d'éducation sont l'une et l'autre assez inclusives, mais elles se font néanmoins compétition. Ce qui est certain, c'est que la question des genres est là pour rester. En tenir compte en respectant le choix de chacun devient nécessaire.

Glossaire

Identité de genre : comment une personne se définit en terme de genre.

Expression de genre : comment une personne exprime son genre, par exemple comment elle s'habille, se coiffe, etc.

Cis-genre : une personne qui se définit par le genre qui lui a été assigné à la naissance.

Transgenre : terme parapluie qui inclut toutes les personnes dont le genre ne correspond pas à celui assigné à la naissance.

Personne binaire : une personne dont le genre est soit « homme », soit « femme ».

Personne non binaire : une personne pour qui le genre se décline de manière plus complexe, selon plusieurs nuances ou de manière non traditionnelle.

Personnes non binaire genderfluid : une personne dont le genre n'est ni homme, ni femme, et varie selon le moment, par exemple un jour elle se sent plus femme ; un autre jour, il se sent plus homme. L'expression de genre s'adapte au sentiment de genre du moment.

Personne queer : personne qui souhaite ne pas avoir d'étiquette de genre. Étiquette sans étiquette.

Personnes LGBT+ : terme inclusif pour parler de toutes les personnes ayant des orientations sexuelles ou des genres non conventionnels. L'acronyme signifie : Lesbienne, gai, bisexuel, transgenre. ◀

MEILLEURE ENTREVUE

L'amour dans la rue

Camille Teste
L'Itinéraire, Montréal

L'élément qui a valu le prix décerné à cet article est la profondeur avec laquelle le sujet y est traité. La sensibilité aussi. La journaliste a également une belle plume qui fait en sorte que le texte coule. Pas besoin de relire deux fois ou de se casser la tête pour bien comprendre de quoi il est question ici. L'article nous raconte une histoire d'amour entre deux *squeegees*. Le fait d'entrer en contact avec des interlocuteurs qui ne s'attendaient pas d'emblée à faire l'objet d'un article constituait également un défi supplémentaire que la journaliste a dû relever.

Peut-on s'aimer dans la rue ? Quand nous avons posé la question à Jason et Brendan, deux jeunes des rues montréalais, ils nous ont regardés, interloqués : « Pourquoi ne pourrait-on pas ? » « Bien sûr que l'amour existe ici. J'ai vu des couples qui tombent amoureux dans la rue comme dans n'importe quelle autre relation », souffle Brendan, un jeune homme qui parle avec une grande douceur. » Il poursuit : « Les gens qui vivent dans ces conditions font face à des montagnes de problèmes, j'imagine que ça rapproche. Ce n'est pas la vie la plus facile, mais il y a de l'amour dedans. »

À 27 ans, Brendan appartient à un groupe emblématique de Montréal : les Squeegee punks. Composé d'une vingtaine de personnes, le groupe doit sa dénomination à l'anglais *squeegee*, un terme qui évoque la petite raclette avec laquelle ils lavent les parebrises des automobilistes, en échange de quelques sous.

Ce jour-là, nous en retrouvons plusieurs au croisement du boulevard Saint-Laurent et de l'avenue des Pins. Jason et Brendan acceptent de nous parler, les autres préfèrent travailler. À 15 heures, il y a du trafic sur le boulevard, donc pas question de chômer.

Chaque fois que le feu passe au rouge, les Squeegees se fraient un chemin entre les voitures et sélectionnent un parebrise. Ils le lavent avant, demandent l'autorisation après. Certains automobilistes les laissent faire. D'autres s'énervent. Le propriétaire d'une Toyota sort même de sa voiture, excédé. Le responsable est hilare, il a l'habitude et puis, la provoc', il a plutôt l'air d'aimer ça.

Sobre par amour

Assis sur un banc, Jason et Brendan observent leurs camarades, amusés. Depuis quelques mois, Brendan ne consomme plus de drogues. « Je bois toujours, confie-t-il. Mais ce n'est rien, comparé à avant. Je ne me shoot plus. Et puis, je ne vis plus dans la rue. » Si le jeune homme est sorti de ses dépendances, c'est grâce à sa compagne, avec qui il s'est mis en couple il y a un an. « Elle m'a ramené à la vie. Si ce n'était pas pour elle, je me shooterais encore tous les jours », affirme-t-il.

Ensemble, ils ont un logement en dehors de la ville. Lui vient ici chaque jour, mais ce n'est plus comme avant. « La relation que nous avons ensemble, c'est spécial. On marche dans la rue, on se tient la main. Comme

des gens normaux, sourit-il. Elle est un peu plus responsable que moi : elle va à l'université. Mais elle accepte ce que je fais. Elle voit que je fais de mon mieux pour évoluer. La preuve, j'ai passé un entretien d'embauche aujourd'hui même ! »

Presque trentenaire, Brendan a l'air sincère. Il avoue qu'à part quelques écarts, il est plutôt du genre à rechercher une relation sérieuse : « C'est parce que je vieillis », observe-t-il. D'ailleurs, il croit que l'amour peut durer toujours.

Cette confession fait marrer Jason, 44 ans et des yeux clairs. « Moi j'ai déjà été marié. J'ai divorcé il y a une dizaine d'années. Je suis un peu réticent à m'engager maintenant, raconte-t-il. Et puis, honnêtement, aujourd'hui, je ne connais personne qui reste en couple avec la même personne plus de sept ans. C'est peut-être parce que tout s'est accéléré, y compris l'amour. »

Famille de rue

En dehors de sa raclette et d'un peu de bière stockée dans une bouteille en plastique, Jason n'a franchement pas l'air d'un Squeegee. Ses gestes sont maniérés, contrôlés. Contrairement à ses pairs, ses vêtements sont d'une relative sobriété. Pourtant, l'homme, qui se définit comme un « punk de la vieille école », a passé presque la moitié de sa vie dans les rues.

Du fait de leur différence d'âge, Brendan considère Jason comme une sorte de père. « Parce qu'il ne me laisse pas me mettre dans des situations stupides », dit-il.

Tous deux sont très affectueux l'un envers l'autre. Une nécessité pour Jason. « Les gens ne vivent pas longtemps dans la rue. La plupart durent cinq ans, pas plus. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de mes amis sont morts, dit-il de but en blanc. Parmi les Squeegees, on est plusieurs à ne plus avoir de famille. Alors, on en a recréé une pour survivre. » Brendan ajoute : « Oui, on passe beaucoup de temps ensemble, on s'entraide, on s'assure que tout le monde se lève le matin et reste en vie. Et puis on partage tout. Si j'achète un sandwich, Jason aura la moitié. C'est ça l'amour aussi, c'est une forme de protection mutuelle. » Comment en sont-ils arrivés là ? Difficile de le savoir. Ils restent très évasifs. Autour de nous, les passants sont distants. La plupart du temps, ils ignorent la présence du groupe. Certains les contournent, changent même de trottoir. Jason et Brendan ont l'habitude, mais ne s'en offusquent pas. Montréal, c'est leur ville autant que celle de tous ces gens.

En revanche, ce qui inquiète Jason, c'est que l'état de la rue empire dans l'indifférence générale. « Les gens sont de plus en plus pauvres, de plus en plus seuls. Il y a de plus en plus de violence, de plus en plus de drogue. J'ai l'impression d'être le seul à voir que la classe moyenne est en train de disparaître. »

Un corps pour une dose

Selon lui, les premières victimes des horreurs de la rue, ce sont les femmes. « C'est sûr que c'est vraiment dangereux pour elles. C'est souvent pour ça qu'on voit des duos dans la rue : le couple, pour une femme, ça peut être une manière de se protéger. »
Parmi les menaces qui planent sur les femmes de la rue, il y a la prostitution. « Quand je lave des parebrises dans la rue avec une fille, au moins une fois par jour un automobiliste va la solliciter pour coucher avec elle, affirme Brendan. Ces hommes-là, ça pourrait être n'importe qui : des pères de famille, des hommes âgés, des jeunes. » Bien sûr, toutes les femmes ne cèdent pas. Dans la bande de Brendan et Jason, certaines se contentent de jouer de la guitare et de laver des vitres pour survivre. « Mais en même temps, il faut comprendre celles qui le font : en lustrant des parebrises, si tu as de la chance, tu peux faire 100 $ en une journée. En te prostituant, tu vas gagner ces 100 $ en 10 minutes, indique Jason. Or, les filles des rues sont souvent accros à la drogue, alors, pour payer leur dose, elles font des choses qu'elles ne feraient pas d'habitude. »

Pour ce quarantenaire, les filles ignorent souvent les risques qu'elles prennent. « Ce que certaines ne comprennent pas, c'est que, quand tu montes dans la voiture d'un gars, ça peut devenir vraiment dangereux. Et, franchement,

quand tu vis dans la rue, tout le monde se fout de toi. Si tu disparais, on ne va pas venir te chercher. » L'hiver dernier, Jason sortait avec une fille qui se droguait beaucoup. Un jour, il a découvert qu'elle se prostituait pour payer sa dose : « Quand je m'en suis rendu compte, je l'ai quittée. Je suis peut-être *old-fashioned*, mais je ne suis pas très branché polygamie. »

Depuis, il dit se tenir éloigné des filles de la rue. « Ça peut paraître bizarre, sachant que je suis sous méthadone et que je suis un Squeegee, mais j'essaye de me trouver des filles sérieuses. » D'ailleurs, selon lui, la drogue n'empêche pas de tomber amoureux, bien au contraire. « Quand tu es vraiment accro aux opioïdes, tu n'as plus beaucoup de désir sexuel. Donc, ce qu'il te reste, c'est l'amour, un amour platonique. J'ai vu des gens qui ne pouvaient plus faire l'amour, mais qui s'aimaient comme des fous. »

L'excitation de la rue

Justement, qu'en est-il du sexe, quand on fréquente les rues ? Le thème lancé, Jason et Brendan rigolent. « Pour le sexe, il y a toujours des petites allées où c'est possible. Parfois, une personne va passer, mais tu essayes de ne pas lui faire attention, s'amuse Brendan. Et puis, ça peut être excitant, il y a des gens qui aiment le faire en public. Moi, pour être honnête, je m'en fous, je trouve que ça met un peu de piquant. » Jason nuance : « Après, tu ne fais pas ça dans un quartier où il y a des enfants, en pleine journée. On ne veut pas non plus choquer. Et puis tu metsune couverture sur toi, ou tu fais ça tard le soir, quand il n'y a pas grand monde dans les rues. »

Question protection, les deux amis affirment être consciencieux. « Je suis super sérieux à propos du préservatif, souligne Jason. Là, j'en ai cinq dans ma poche. Il y a tellement de maladies aujourd'hui. Surtout ici. Les gens de la rue ne sont pas les gens les plus *clean* de la terre. » Il se tourne vers Brendan comme un père s'assurant que son fils a retenu quelques leçons en matière d'éducation sexuelle : « Toi maintenant, tu es en couple, tu es fidèle, tu sais que tu n'as pas le sida ? » « Oui, je fais souvent des tests sanguins à ma clinique de méthadone », répond le jeune homme. Au bout d'une demi-heure, quelques gestes d'impatience se font sentir. Il est temps de retourner au travail. Brendan s'attarde quelques secondes.

« Vous savez, l'amour, ça peut changer quelqu'un. Moi, ça m'a donné envie de continuer. Pour le moment en tout cas. Et pas que l'amour charnel, l'amour fraternel aussi. L'amitié quoi. » Cette après-midi-là, dans la bande des Squeegees, une jeune fille, plus distante, préférera ne pas nous parler. Une bière à la main, elle précise : « Je viens de me lever. Revenez une autre fois. » ◀

Ne manquez pas la remise des prix de l'AMECQ 2020

à Saint-Jean-sur-Richelieu

Quality Hotel
725 Boulevard Seminaire Nord
Saint-Jean-sur-Richelieu (Québec)
J3B 8H1

S'inscrire aux prix de l'AMECQ est **GRATUIT**

Nous encourageons tous nos membres de participer à cette éditon de 2020.

Le plan destructeur des trottoirs

MEILLEURE OPINION

Paul-Henri Frenière
Journal Mobiles, Saint-Hyacinthe

Ça n'arrive pas souvent que les médias nationaux s'intéressent à Saint-Hyacinthe. Et lorsque ça arrive, c'est rarement pour de bonnes raisons. Rappelons-nous les poissons morts en 2016, le kiosque des Hells Angels à l'exposition agricole en 2017. Cette année, c'est la démolition de nos trottoirs qui a attiré l'attention de Radio-Canada.

C'est arrivé avant même que la Ville ne publie un communiqué pour l'annoncer ou ne publie sur son site web le « Plan directeur des trottoirs ». C'était bien caché au fond du tiroir.

Non, il aura fallu qu'une citoyenne de la petite rue des Samares aperçoive par hasard un arpenteur prendre des mesures pour apprendre qu'on allait détruire le vieux trottoir plutôt que de le remplacer.

Pétition en main, elle et quelques voisines se sont rendues à la séance du conseil municipal pour dénoncer l'affaire. On craignait, à juste titre, pour la sécurité des piétons, principalement, et pour celle des personnes âgées et des enfants livrés à la rue durant l'hiver.

Mais le fameux plan directeur avait déjà été adopté majoritairement par les élus municipaux. Seuls les conseillers Bernard Barré, de La Providence, et Jeannot Caron, du district Cascades, s'y sont opposés.

Sur les 232 kilomètres existants, on projette d'en détruire 83 à plus ou moins long terme. C'est plus du tiers des voies piétonnières de la municipalité. Pour faire belle figure, on promet d'ajouter 17 kilomètres de nouveaux trottoirs principalement dans le secteur Sainte-Rosalie.

Combien de Maskoutains étaient au courant de cela ? À peu près aucun.

Pourtant, pas plus tard que l'été dernier, le maire et les membres du conseil ont visité chacun des quartiers lors d'une vaste tournée de consultation. À ma connaissance, jamais il n'a été question de l'enlèvement des trottoirs même si le fameux « plan destructeur » était déjà dans leurs cartons.

Une question d'équité ?

Comme argument principal, on invoque une question d'équité entre les citoyens. Les résidents qui n'ont pas de trottoir devant leur maison n'ont

La situation dont il est question dans cet article aurait pu passer sous le radar si ce n'avait été d'une pétition lancée par une citoyenne et si Radio-Canada ne s'en était pas mêlé. Le sujet est on ne peut plus terre-à-terre ; il s'agit de la démolition de trottoirs. Le journaliste rappelle d'abord les faits, puis s'interroge sur les raisons à l'origine d'une décision prise en catimini. Ensuite, il présente les conséquences de cette décision dont les élus municipaux devront payer le prix. Ce texte admirablement bien écrit donne envie de lire jusqu'à la fin.

pas à payer pour ceux qui en ont un, avance-t-on. On parle ici des coûts d'entretien et de déneigement.

Or, quels sont les secteurs où les trottoirs sont inexistants ou presque ? Principalement les zones rurales et les nouveaux développements où l'on n'a pas jugé bon d'en installer. En général, ce sont des secteurs aisés où les résidents ont des automobiles.

Pour les quartiers plus anciens, construire des trottoirs allait de soi lorsqu'on développait. On pensait naturellement à la sécurité des piétons. Et les propriétaires ont payé pour cela.

Lorsque, dans les prochains mois ou les prochaines années, ils verront arriver les marteaux-piqueurs pour détruire cet acquis de plusieurs décennies, pas sûr qu'ils seront bien contents.

Actuellement, ce projet municipal n'est pas bien connu de la population. Mais, au fur et à mesure qu'il le sera, j'ai l'impression qu'il sèmera la grogne chez plusieurs.

Et ce ne sont pas les fonctionnaires municipaux ayant concocté ce plan destructeur qui en paieront le prix politique. Ni leur patron, qui a vendu l'idée au conseil municipal pour des raisons d'économie, j'imagine. J'ai plutôt l'impression que ce sont les élus de chaque quartier, ainsi amputé de ses trottoirs, qui écoperont à la prochaine élection. ◀

MEILLEURE CHRONIQUE

Notre région a 100 ans

Francine Gauthier
Le Pont, Palmarolle

Il y a cent ans, tout commençait ici. Tout était à faire. La forêt à abattre, les chemins à tracer, une vie à inventer, une maison à construire, une famille à fonder…

En ces temps difficiles où le travail manquait désespérément dans les villes, il fallait trouver une solution au problème économique et à l'exil de centaines de Québécois. C'est pourquoi des régions comme la nôtre ont été ouvertes à la colonisation pour « faire de la terre », disions-nous.

Mais pour ouvrir des terres, il faut d'abord abattre la forêt. Et c'était là la vraie raison pour faire monter des colons « jusqu'à la hauteur des terres ». Les grandes compagnies forestières avaient besoin de main-d'oeuvre en abondance pour mettre en branle de grands projets d'exploitation forestière qui donneraient de l'emploi à ceux qui avaient le courage de franchir la distance qui les isolerait du reste du monde. Au départ, plus que la terre, c'est la forêt qui a assuré un avenir à nos ancêtres. Pendant qu'ils affirmaient ici leur appartenance aux nouvelles terres qu'ils défrichaient eux-mêmes, le reste du monde progressait dans la modernité.

Oui, ouvrir une région à la colonisation, c'était consentir à une vie de sacrifices et d'abnégation bénie par la religion et encouragée par les politiciens. Mais nous n'avons pas oublié que nous sommes une région aux ressources minières et forestières abondantes, matières premières qui sont convoitées et exploitées, aujourd'hui plus que jamais. Alors, comment pouvons-nous accepter sans rien dire de nous voir amputer de sommes considérables dans la culture ? Recevons-nous vraiment notre juste part des retombées économiques lorsque le soutien à la culture dans nos régions nous est refusé ? N'avons-nous pas besoin nous aussi de défendre ce droit inaliénable à notre culture ?

Plus personne ne descend dans la rue pour revendiquer. À tout prendre, qu'est-ce que l'Abitibi ? L'arrière-pays d'une époque révolue ? Sans ceux qui nous ont précédés et qui ont préparé la place pour la suite du monde, comment aurions-nous pu prétendre pouvoir vivre dans ces belles campagnes abitibiennes ? Nous appartenons à ce coin de pays qui nous anime quand nous retournons la terre, quand nous récoltons ses fruits. La culture, c'est l'identité, c'est ce qui nous définit en tant qu'humain dans un environnement précis sur cette terre. Il est tout naturel de voir le lien entre culture et agriculture.

Notre reconnaissance sur ce territoire de la notion de patrimoine date seulement d'hier. La Société d'histoire et du patrimoine de la région de

Ce texte, qui jette un regard pertinent et original sur l'histoire de l'Abitibi, lance un essentiel appel à la mémoire, à sa présentation et à sa conservation. L'article est très bien structuré et il respecte les principes de clarté et de concision.

MEILLEURE CHRONIQUE

Notre région a 100 ans

La Sarre fut fondée en 2001. Il était temps. Cet éveil aux valeurs du passé ne fait pas légion. En effet, pour daigner nous retourner sur les décennies qui ont forgé notre identité afin d'avoir de la perspective, il faut tout de même que se soient inscrits dans le temps toutes sortes d'événements qui font écho à nos souvenirs. Il faut pouvoir constater le chemin parcouru et les progrès accomplis.

Tout ce qui nous fut promis ne n'est pas réalisé, mais la transformation de notre environnement et de notre milieu culturel s'est pourtant produite. Notre région évolue, s'émancipe et possède des particularités à nulles autres pareilles. Nombre d'avantages nous favorisent à bien des égards, si bien qu'il arrive enfin qu'on choisisse de vivre ici. Les nouveaux arrivants encore peu nombreux contribuent à élargir nos horizons. Nous sommes nous aussi une terre d'accueil et notre culture identitaire prend forme. Cet héritage culturel tient lieu de patrimoine, celui qui prend tout son sens dans la célébration de ce que nous sommes et de ce que nous deviendrons, malgré les soustractions que nous subissons comme une non-reconnaissance de nos particularités en tant qu'Abitibiens. Qu'à cela ne tienne, riche de notre histoire centenaire, allons de l'avant ! ◀

MEILLEURE CRITIQUE

Claude La Charité le bienveillant

Vickie Vincent
L'Horizon, Trois-Pistoles

Le 14 septembre 2018 se tenait une causerie littéraire à la Forge à Bérubé autour des œuvres de Claude La Charité; son recueil de nouvelles *La pharmacie à livres et autres remèdes contre l'oubli*, a paru en 2015 et son *Le meilleur dernier roman*, a paru en 2018, aux éditions L'instant même. Près d'une vingtaine de personnes ont assisté à la causerie proposée en formule 5 à 7. Une lecture d'un extrait du roman, puis une séance de dédicaces ont suivi la discussion que j'animais.

En bref

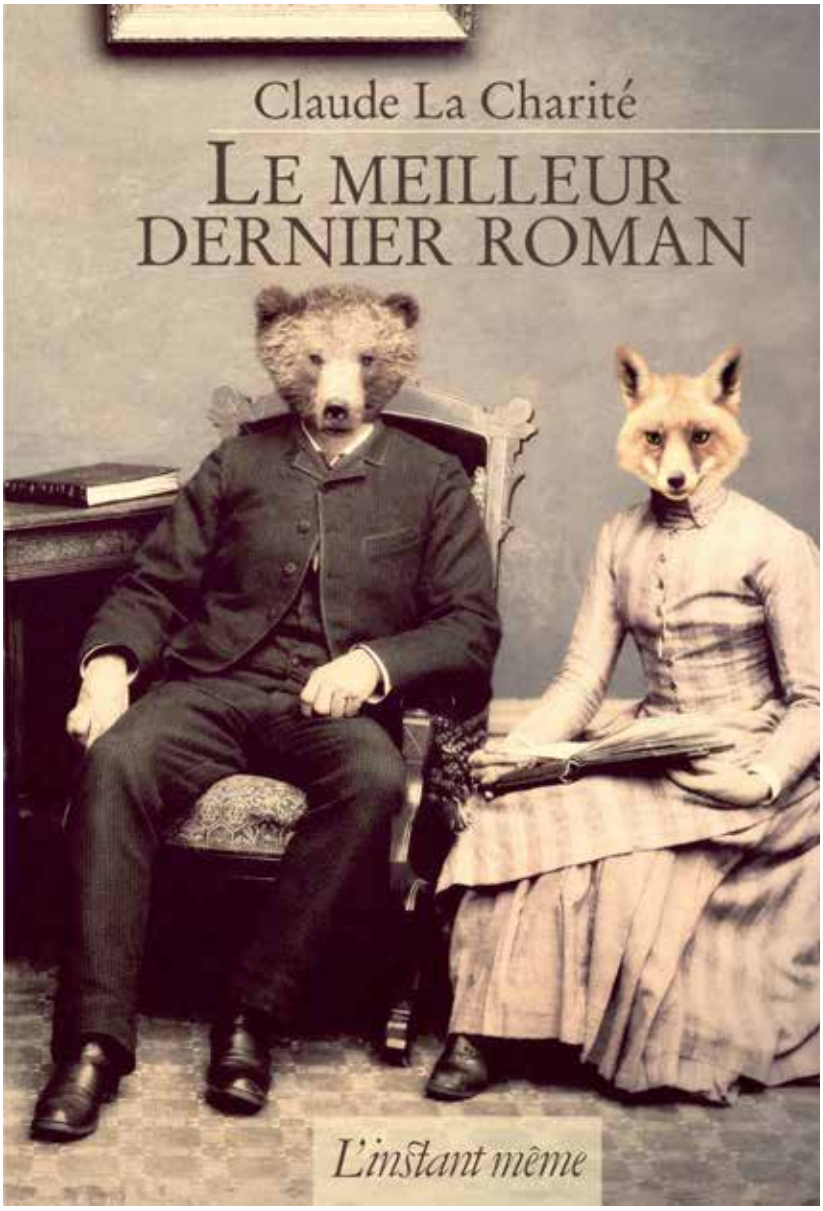
Alors que le recueil de nouvelles aborde une quête de sens menée par un narrateur bibliomane, le roman s'éloigne quant à lui de l'intime et propose plutôt une satire du monde universitaire. Avec ses collègues professeurs du programme de lettres et monde imaginaire de l'Université du Québec maritime à Mirouski, le narrateur Claude crée un tout nouveau prix littéraire : le prix Anthume du meilleur dernier roman. Le lecteur assiste d'entrée de jeu à la remise du prix qui vire à la catastrophe. Le lauréat, l'auteur fictif Henry Vernal, abondamment comparé à Victor-Lévy Beaulieu, parce que les caractères des deux auteurs sont similaires, refuse théâtralement le prix, en laissant toute la communauté universitaire et les nombreux admirateurs pantois. Dans les chapitres subséquents, le lecteur découvre ce qui a mené à la création de ce prix, mais aussi aux événements qui ont suivi sa remise catastrophique, et ce, dans un ordre non chronologique.

Douce satire

Bien que satirique, le roman ne tombe jamais dans la méchanceté comme nous pouvons y être habitués avec ce genre littéraire. En effet, le jeu satirique reste bon enfant, toujours dans la bienveillance. L'intention de La Charité n'est d'ailleurs pas de mettre à mal le monde universitaire ou littéraire, de le mettre à feu et à sang dans un cynisme cinglant, ni même de remettre en question le bien-fondé des prix littéraires. Nous devons plutôt voir l'exercice comme un genre de marque de respect. Comme le dit bien l'adage : qui aime bien châtie bien. Et de fait, ces mondes littéraires et universitaires, Claude La Charité en connaît les moindres racoins et les chérit à sa manière, lui-même étant professeur à l'Université du Québec à Rimouski au département des lettres et humanités, et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en histoire

Photo Hughes Bouchard

Cet article présente bien le livre, et son contexte de parution, tout en l'arrimant à un événement qui s'est déroulé dans la région. On comprend bien de quoi il est question. Il s'agit d'une réelle critique littéraire. De plus, l'article est très bien écrit. En bref, l'auteure présente avec justesse le premier roman de Claude La Charité, intitulé *Le meilleur dernier roman*, une satire du monde littéraire et universitaire de Rimouski.



littéraire et patrimoine imprimé. C'est un premier roman bien ficelé que nous livre ici La Charité. Il propose de belles réflexions sur la littérature et nous donne envie de rire de situations caricaturales rendues avec justesse. Espérons que ce ne soit pas son meilleur dernier premier roman.

Café de la parlure

Dans le cadre de la 22e édition du Rendez-vous des Grandes Gueules, Claude La Charité sera le chef d'orchestre du Café de la parlure, où il accueillera Antonine Maillet, romancière et dramaturge lauréate d'un prix Goncourt, pour discuter de la tradition orale acadienne. C'est un rendez-vous à ne pas manquer, le 5 octobre dès 16 h à la Forge à Bérubé.◀

MEILLEUR TEXTE DES JOURNAUX À PETIT TIRAGE

Pleins feux sur nos pompiers volontaires

Louise Lamontagne
Le p'tit journal de Woburn, Woburn

Une personne qui combat un incendie, qui intervient en cas de sinistre ou qui effectue certaines opérations de sauvetage, correspond à la définition officielle du métier de pompier ou de pompière. Mais ses tâches vont bien au-delà de ça !

Le Québec compte environ 17 000 pompiers et pompières volontaires. Woburn en compte 12. Selon le schéma de gestion du risque du Département du service des incendies, la municipalité devrait en compter un minimum de 15. Eh oui ! Woburn fait partie des 718 municipalités de la province, de moins de 2 000 personnes, à être frappée par une importante et inquiétante pénurie de cette main-d'œuvre.

Quelles en sont les raisons ? À Woburn, malgré la passion qui anime les pompiers volontaires, ce métier représente un travail d'appoint en complément à leur emploi principal. Autre obstacle, la formation obligatoire depuis septembre 1998 et pilotée par l'École nationale des pompiers et pompières du Québec. Cette dernière exige 255 heures réalisées à temps partiel. La formation demande plusieurs déplacements et peut prendre jusqu'à deux ans avant d'être complétée.

La municipalité paye environ 12 000 $ pour cette formation, incluant les heures passées en cours, les déplacements ainsi que l'uniforme incontournable. Le chef pompier et les capitaines reçoivent une formation supplémentaire de 90 heures. Un autre cours de 30 heures s'ajoute pour devenir opérateur ou opératrice du camion-pompe. Enfin, il faut réussir l'examen théorique et médical de la Société d'assurance automobile du Québec. Vous l'aurez deviné, ces exigences s'adressent autant aux hommes qu'aux femmes. D'ailleurs, saviez-vous que Woburn avait déjà bénéficié d'une pompière volontaire en la personne de Liette Guérard ? Toute personne qui veut exercer ce métier doit se montrer passionnée et consciente de l'énorme travail à accomplir. Après l'obtention du diplôme, il faut être disponible 24 heures sur 24 et répondre aux appels à toute heure du jour ou de la nuit, et ce, au détriment des loisirs ou du temps consacré à sa famille.

Woburn a un pompier de garde en tout temps. Il reçoit les appels du centre d'urgence. Charles Fontaine, chef pompier, explique le fonctionnement : « Le pompier de garde a une responsabilité au niveau de la vitesse d'intervention. Ça implique qu'il doit demeurer sur le territoire de la municipalité. Il doit se faire remplacer s'il s'absente du territoire. » Tous les pompiers volontaires portent une pagette. Lors d'une alerte, un

Photo Johanne Carbonneau

Ce reportage trace le portrait des pompiers volontaires, des critères d'admission à la définition de tâches. Cet article fait le tout complet du sujet. L'auteure a également su y intégrer les commentaires pertinents de quelques pompiers volontaires. Un hommage aux 12 pompiers volontaires de Woburn.

message est envoyé à toutes les pagettes. Il s'écoule environ 5 à 10 minutes entre la réception de l'appel et l'arrivée des pompiers à la caserne. Les pompiers disponibles s'y rejoignent. Ils enfilent leurs uniformes et se rendent rapidement sur les lieux.

Le chef pompier coordonne l'action de l'équipe. Il donne ses directives aux capitaines qui les transmettent au reste de l'équipe. « La force d'une bonne équipe, précise Charles, est dans la polyvalence de chaque membre. Chacun a plusieurs cordes à son arc. On a tous la même formation de pompier et on a tous un autre emploi. On est tous spécialisés et débrouillards dans d'autres secteurs. »

« Aussitôt qu'on nous appelle pour une intervention, par exemple un feu de résidence, on devient propriétaire du lieu, poursuit Jean Blais. Nous sommes responsables de la sécurité des opérations. » Il ajoute : « On fait appel à la police si on n'est pas capable de contrôler les gens sur les lieux de l'intervention. » Une fois le feu éteint, les pompiers recherchent la cause de l'incendie et préviennent les services policiers s'ils découvrent une origine criminelle. « Lorsqu'on retourne à la caserne, précise François Carrier, on remet tout en ordre même s'il est quatre heures du matin. On remplit le réservoir de l'autopompe, on lave nos équipements et on s'assure de leur bon fonctionnement. Si le réservoir des camions est au trois quarts, on fait le plein d'essence. Il faut que tout soit prêt pour la prochaine sortie, car on ne sait jamais quand aura lieu le prochain appel. »

Après chaque intervention, les pompiers discutent entre eux des points positifs et des points à améliorer ce qui développe un climat de communication et de participation. Le chef pompier rédige un rapport de l'évènement. Puis, il le fait parvenir au Département du service des incendies ainsi qu'à la municipalité. Un comité formé de cinq pompiers se rencontre au besoin pour échanger et discuter sur différents sujets.
Petite précision, le terme de « pompier volontaire » ne signifie pas que les pompiers réalisent leur mission bénévolement. Les heures d'intervention sont toutes comptabilisées et payées au taux horaire établi par le conseil municipal.

Le service des incendies de Woburn compte deux camions, dont l'autopompe qui contient un réservoir de 2 000 gallons d'eau, une grande échelle, et d'autres équipements. Seulement deux personnes peuvent y prendre place. Le véhicule d'urgence dispose, quant à lui, d'une génératrice, de projecteurs et de différents outillages. Il peut transporter quatre personnes. Les autres pompiers se rendent sur le lieu de l'appel avec leur véhicule personnel.

En l'absence de borne-fontaine, les pompiers utilisent l'autopompe et un réservoir de 2 000 gallons appelé « piscine ». Celui-ci se déploie et est rempli au besoin par des camions-citernes de Lac-Mégantic. L'équipe se réunit une fois par mois afin de vérifier l'équipement et de s'exercer en simulant des situations d'urgence.

Tous les pompiers volontaires de Woburn se sont rendus à Lac-Mégantic la nuit du 6 juillet 2013, lors du déraillement du train. « Aucune simulation et pratique ne nous avaient préparés à ce feu d'enfer, confie Charles. » Il se souvient être rentré chez lui, un peu déprimé, et entendre son petit garçon Khemmarin, alors âgé de sept ans à l'époque, lui dire : « Tu sais papa, un feu c'est comme le monde. Il y a les bons feux et il y a les mauvais feux. Ça, c'était un mauvais feu. » C'était aussi simple que ça pour son fils et ces paroles ont beaucoup aidé Charles.

Chaque automne, un exercice d'évacuation a lieu à l'école des Monts-Blancs, une bonne occasion de parler prévention avec les élèves. On choisit alors un ou une enfant au hasard et on l'élève au rang de pompier ou pompière d'un jour. De même, des activités de simulation d'incendie avec de la fumée se déroulent durant l'été avec les jeunes de l'O.T.J.

La rénovation et la modernisation de la caserne se feront au printemps. Le maintien des effectifs actuels et l'ajout de nouveaux pompiers ou de nouvelles pompières demeurent des objectifs pour que le service des incendies permette à la population de dormir sur ses deux oreilles.

Le métier de pompiers volontaires comporte des risques, des imprévus, des dangers. Et, ces hommes et ces femmes ne s'attendent pas à recevoir une tape dans le dos en guise de remerciements. Si cela arrive, tant mieux. Cependant le désir d'aider et de protéger la communauté reste la plus grande des récompenses.◀

L'autrice remercie officiellement les pompiers ayant participé à cette entrevue, soit François Carrier, Jean Blais et Charles Fontaine.

MEILLEURES CONCEPTIONS GRAPHIQUES

MAGAZINE

Vol. 25 no 23, le 1er décembre 2018
Milton Fernandes
L'Itinéraire, Montréal

TABLOÏD

Vol. 10 no 3, novembre 2018
Staifany Gonthier
L'Indice bohémien,
Abitibi-Témiscamingue

MEILLEURE PHOTOGRAPHIE DE PRESSE

Nelson Dion
Journal Mobiles, Saint-Hyacinthe

Cette photo exprime et rejoint très bien le sujet de l'article : l'itinérance à Saint-Hyacinthe. La belle composition de l'image est simple, recherchée et efficace. L'image manifeste l'intention de rejoindre autant le sujet que le lecteur.

GAGNANTS DES PRIX DE L'AMECQ 2019

Nouvelle

1er prix : *Le Haut-Saint-François*, Cookshire-Eaton : « Soixante élèves de Bury transférés à Scotstown », Jean-Marc Brais

2e prix : *Journal des citoyens*, Prévost : « Un succès de participation », Charles Mathieu

3e prix : *Le Cantonnier*, Disraeli : « Les élus réagissent », Jean-Denis Grimard

Reportage

1er prix : *Droit de parole*, Québec: « Parlons de sexe », Geneviève Lévesque

2e prix : *L'Écho de Cantley* : « À vos bacs, prêts, partez ! », Chantal Turcotte

3e prix : *La Quête,* Québec : « Quand restauration rime avec réinsertion », Pascal Lévesque

Entrevue

1er prix : *L'Itinéraire*, Montréal : « L'amour dans la rue », Camille Teste

2e prix ex-aequo: *Le Haut-Saint-François*, Cookshire-Eaton : « L'écrivaine déchaînée », Jean-Marc-Brais

2e prix ex-aequo: *Journal Mobiles*, Saint-Hyacinthe : « Je ne suis pas qu'un diagnostic », Paul-Henri Frenière

2e prix ex-aequo: *La Quête,* Québec : « Quitter les faux paradis », Sébastien Agostini-Cayer

Opinion

1er prix : *Journal Mobiles*, Saint-Hyacinthe : « Le plan destructeur de trottoirs », Paul-Henri Frenière

2e prix : *Le Haut-Saint-François*, Cookshire-Eaton : Doit-on voter quand même ? », Pierre Hébert

3e prix : *Le Saint-Armand*, Armandie : « La fibre optique, ça y est ! », Pierre Lefrançois

Chronique

1er prix : *Le Pont*, Palmarolle : « Notre région a 100 ans », Francine Gauthier

2e prix : *Échos Montréal* : « Projets de transports en commun : et l'est dans tout ça ? », Benoît Gaucher

3e prix : *Le Cantonnier,* Disraeli : « Un tramway nommé Disraeli », Jean-Claude Fortier

Critique

1er prix : *L'Horizon*, Trois-Pistoles : « Claude La Charité le bienveillant », Vickie Vincent

2e prix : *Journal Mobiles*, Saint-Hyacinthe : « Denis Farley nous amène aux confins du visible », Sophie Brodeur

3e prix : *Droit de parole*, Québec : « Le bilan du militant », Francine Bordeleau

GAGNANTS DES PRIX DE L'AMECQ 2019

Textes des journaux à petit tirage

1er prix : *Le p'tit journal de Woburn :* « Pleins feux sur nos pompiers volontaires », Louise Lamontagne

2e prix : *Le Félix,* Saint-Félix-de-Kingsey : « Faut que ça bouge ! », Daniel Rancourt

3e prix : *L'Écho de mon village,* Saint-Bonaventure : « Canada et Québec investissent 121 000 $ chacun pour l'agrandissement de la bibliothèque », Gilles Paul-Hus

Photographie de presse

1er prix : *Journal Mobiles*, Saint-Hyacinthe : « Le portrait caché de l'itinérance à Saint-Hyacinthe », Nelson Dion

2e prix : *Le Sentier,* Saint-Hippolyte : « Le pavillon Roger-Cabana emporté par les flammes », Bélinda Dufour

3e prix : *Autour de l'Île*, Île d'Orléans : « Agriculteur et chevalier bienfaiteur », Sylvain Delisle

Conception graphique Magazine

1er prix : *L'Itinéraire,* Montréal : Vol. 25 no 23, le 1er décembre 2018, Milton Fernandes

2e prix : *Reflet de Société*, Montréal : Vol.26 no 1, hiver 2018, Delphine Caubet

3e prix : *La Quête*, Québec : No 208, octobre 2018, Sandra Potvin (montage de la une : Donald Novak)

Conception graphique Tabloïd

1er prix : *L'Indice bohémien*, Abitibi-Témiscamingue : Vol. 10 no 3, novembre 2018, Staifany Gonthier.

2e prix : *Autour de l'Île*, Île d'Orléans : Vol.22 no2, décembre 2018, Jean-René Breault

3e prix : *Échos Montréal* : Vol. 25 no 12, décembre 2018, François Sauriol

GAGNANTS DES PRIX DE L'AMECQ 2019

Média écrit communautaire de l'année

1er prix : *Journal Mobiles,* Saint-Hyacinthe

2e prix : *Autour de l'Île,* Île d'Orléans

3e prix : *Le Haut-Saint-François,* Cookshire-Eaton

Prix Raymond-Gagnon, bénévole de l'année 2019

Réjean Gouin,
Ensemble pour bâtir, Évain

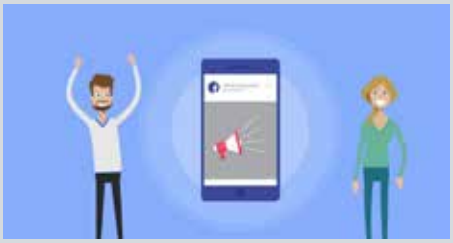
Mentions d'honneur :

Valérie Gaudreau, *La Quête*, Québec
Léonard Bolduc, *Le Cantonnier,* Disraeli

Nouvelles

Capsules de formation de l'AMECQ

disponibles sur **www.amecq.ca**



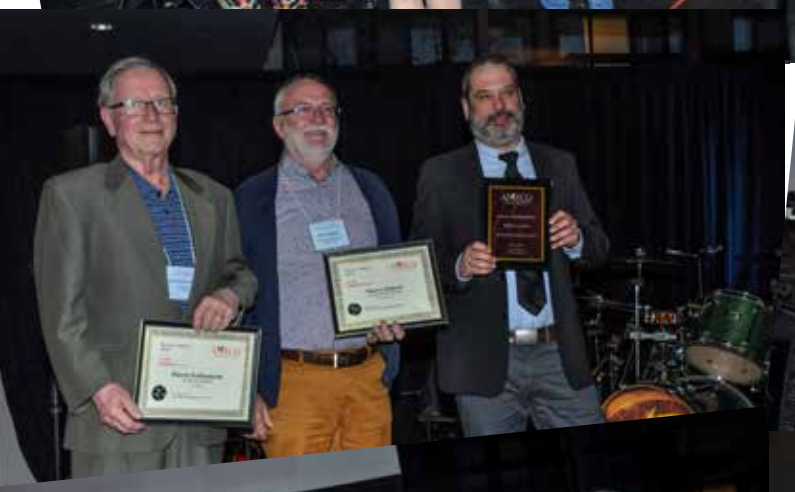
L'utilisation des réseaux sociaux

La rédaction d'un article d'opinion

La mise en page

Financé par le gouvernement du Canada | Canada

CONGRÈS EN IMAGES



CSQ

Centrale des syndicats
du Québec

CSN

CONFÉDÉRATION
DES SYNDICATS
NATIONAUX

Caisse de dépôt et placement
du Québec